

RAPPORT WADEMOS

sur les Élections de 2023 au Nigéria



Ce rapport a été produit par le Secrétariat du Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS). WADEMOS est un réseau de solidarité démocratique transnational dirigé par la société civile, non-partisan et indépendant. Le réseau WADEMOS se compose de plus de 30 organisations de la société civile (OSC) situées dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest.

Aucune partie de cette publication ne peut être utilisée ou reproduite d'une autre manière que ce soit sans l'autorisation préalable du titulaire du droit d'auteur, sauf dans le cas de brèves citations et critiques dûment reconnues.

© Réseau WADEMOS, Avril 2023

Tous les droits sont réservés

Adresse : #95 boucle Nortei Ababio,

Zone résidentielle de l'aéroport Nord, Accra - Ghana

E-mail: info@wademosnetwork.org

Site Internet: www.wademosnetwork.org

Renforcement de la solidarité entre la société civile et les acteurs pro-démocratie pour des élections apaisées et crédibles en Afrique de l'Ouest

Un rapport sur l'élection présidentielle de 2023 au Nigeria



REMERCIEMENTS

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS) reconnaît les efforts inestimables du CDD Afrique de l'Ouest, de Yiaga Africa, du Transition Monitoring Group, du Women in Politics Forum, de tous les membres du Réseau basés au Nigeria qui ont facilité la mission de solidarité pré-électorale et l'évaluation de du 24 au 28 Janvier 2023 et la mission d'apprentissage et d'observation le jour des élections. Le Réseau reconnaît leur contribution en facilitant l'accès aux principales agences et institutions fédérales lors de la mission d'évaluation préélectorale. Nous reconnaissons également leur contribution en accordant à la délégation WADEMOS un accès et une participation sans restriction aux activités et interventions dans les différentes salles de crise dans le cadre de l'observation et du suivi par la société civile de l'élection du 25 Février 2023.

En outre, le Réseau apprécie la possibilité d'interagir avec des responsables et des représentants d'acteurs et d'organisations de premier plan dont les idées placent les élections générales Nigériennes dans un contexte approprié pour les membres de la délégation lors de la mission de solidarité préélectorale. Ces institutions comprennent la Commission de la CEDEAO, la Commission Electorale Nationale Indépendante (INEC), le Comité National pour la Paix (NPC), Arise TV, la Corporation de la Radio Fédérale du Nigéria (FRCN), la Commission Nationale des Droits de l'Homme (NHRC), l'Inter-Party Consultatif (IPAC) et les différentes Organisations de la Société Civile (OSC) et médias que nous avons sollicités lors de la mission de solidarité pré-électorale.

Le Réseau apprécie également la contribution des représentants des Organisations membres du Réseau du Ghana, du Sénégal, du Libéria et de la Sierra Leone qui faisaient partie des délégations. Les membres des missions comprennent; Dr Kojo Pumpuni Asante, directeur, Plaidoyer et engagement politique, CDD-Ghana et chef du secrétariat, Réseau d'observation électorale en Afrique de l'Ouest (WAEON) ; Bernadette French, coordinatrice régionale, National Election Watch (NEW), Sierra Leone ; Ibar Sarr, directeur général de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO), Sénégal ; Dr Bridget Osakwe, Coordinatrice Nationale, WANEP-Nigeria ; Mawusi Yaw Dumenu, coordinateur du secrétariat du ROASE ; Matthias Yeanay, directeur exécutif, Institut pour la Recherche et le Développement Démocratique (IREDD), Libéria ; Aissata Bocoum, secrétaire générale, AFLED, Mali ; et Badriatu Turay Alghali, agent de contrôle de la qualité, National Election Watch (NEW), Sierra Leone.

Le Réseau exprime également sa gratitude aux représentants des organisations membres du Nigeria, à savoir, Dr. Idayat Hassan, Directeur, CDD-Afrique de l'Ouest ; Austin Aigbe, chargé de programme principal, CDD-Afrique de l'Ouest ; Abdulkareem Tijani, Groupe de Suivi de la Transition (TMG) ; Madame Ebere Ifendu, Présidente, Women in Politics Forum ; et Ibrahim Faruk, responsable de programme, gouvernance et développement, Yiaga Africa.

Le Réseau félicite également l'équipe technique, à savoir Paul Osei-Kuffour, le coordinateur anglophone du projet et l'ag. Coordinateur de réseau pour WADEMOS ; et David Asante-Darko, analyste de recherche à WADEMOS pour la production de ce rapport couvrant les missions d'observation et d'apprentissage préélectorales et le jour des élections, ainsi que Marie-Josiane Ngah, coordinatrice de projet francophone pour WADEMOS et Jonah Eledi, spécialiste des communications pour WADEMOS pour coordonner les activités de la mission, y compris les engagements des médias et des parties prenantes.

Table des matières

RÉSUMÉ	9
1. INTRODUCTION	12
Justification et objectifs de l'intervention électorale au Nigeria de 2023	12
<input type="checkbox"/> Mission de solidarité pré-électorale	13
<input type="checkbox"/> Une mission d'observation et d'apprentissage le jour du scrutin	13
2. CONTEXTE DE L'ÉLECTION NIGERIA 2023	14
Candidats	14
Économie	15
Insécurité	15
Nouvelle loi électorale et lignes directrices de l'INEC	16
3. LA MISSION D'ÉVALUATION PRÉ-ÉLECTORALE	17
Principaux faits saillants et observations de l'évaluation préélectorale	18
<input type="checkbox"/> Rôle de la société civile	18
<input type="checkbox"/> Émission et collecte de PVC.....	18
<input type="checkbox"/> Fonctionnement du BVAS et de l'IReV	18
<input type="checkbox"/> L'économie	19
<input type="checkbox"/> Paix et sécurité.....	19
4. MISSION ÉLECTORALE, OBSERVATION ET APPRENTISSAGE	21
Développements importants avant l'élection	21
5. ANALYSE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2023 – ENSEIGNEMENTS ET CONSTATS	24
Fonctionnalité de BVAS et transmission des résultats sur IReV	24
Résolution des écarts lors de la collation des résultats	25
Indépendance de l'INEC et des OGE	26
Pétitions judiciaires post-électorales	26
Participation électorale et implications sur la légitimité de l'élection	27
Garantir un processus électoral inclusif lors des élections de 2023	28
Déploiement de Logistiques par INEC	28
Achat de votes	30
6. CONCLUSION	31
Recommandations	31
Références	34
Photos	36

ABRÉVIATIONS

AFLED	–	Association Femmes Leadership et Développement Durable
APC	–	Congrès de tous les Progressistes
BVA	–	Système d'Accréditation Biométrique des Electeurs
CODEO	–	Coalition des Observateurs Electoraux Nationaux
OSC	–	Organisation de la Société Civile
OGE	–	Organisme de Gestion des Elections
CEDEAO	–	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
FRCN	–	Corporation Fédérale de la Radio du Nigéria
GEWE	–	Égalité des Sexes et Autonomisation des Femmes
CENI	–	Commission Electorale Nationale Indépendante, Nigéria
IREDD	–	Institut de Recherche et de Développement Démocratique
IREV	–	Portail de Visualisation des Résultats INEC
PCI	–	Conseil Consultatif Interpartis
LP	–	Le Parti Travailleiste
NOUVEAU	–	Surveillance des Elections Nationales, Sierra Leone
CNRL	–	Commission Nationale des Droits de l'Homme
PNJ	–	Comité National de la Paix
PDP	–	Parti Démocratique Populaire
PVT	–	Tabulation des Votes Parallèles
RADDHO	–	Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme, Sénégal
TMG	–	Groupe de Suivi de la Transition
Washington	–	Afrique de l'Ouest
WADEMOS	–	Réseau de Solidarité Démocratie Afrique de l'Ouest
WAEON	–	Réseau d'Observation électorale en Afrique de l'Ouest
WANEP	–	Réseau Ouest-Africain pour la Consolidation de la Paix

RÉSUMÉ

Dans la perspective des élections générales de 2023, le mécontentement croissant à l'égard de la qualité de la démocratie et le désintérêt qui l'accompagne pour les élections parmi le public, ont contraint le gouvernement Nigérian et la Commission Electorale Nationale Indépendante (INEC) à adopter la nouvelle loi électorale de 2022 qui contient un série d'amendements aux processus électoraux et à la conduite des élections au Nigeria. La loi a introduit des changements dans le système électoral, notamment - la disposition prévoyant le décaissement rapide des fonds pour faciliter les opérations de l'INEC avant les élections, l'introduction du Système d'Accréditation Biométrique des Electeurs (BVAS) et le Portail de Visualisation des Résultats de l'INEC (IReV). L'objectif de la loi électorale était de renforcer l'intégrité et la crédibilité des élections en améliorant la confiance du public en l'INEC pour mener des élections transparentes, libres et crédibles.

Les élections de 2023 ont également vu l'émergence d'une troisième force au sein du Parti Travailleuse, un événement pressenti par de nombreux observateurs et commentateurs sociaux pour briser le duopole de longue date aux élections générales entre les deux partis dominants ; le All Progressives Congress (APC) et le People's Democratic Party (PDP). Ces événements, ainsi que l'émergence d'une importante population d'électeurs jeunes et énergiques, ont fait naître l'espoir d'un processus électoral libre, crédible et transparent. Il y avait un grand optimisme malgré les menaces d'insécurité posées par l'insurrection terroriste, les enlèvements, le banditisme et la violence électorale, comme les attaques contre les installations de l'INEC et la montée de la désinformation et de l'achat de votes.

Le Réseau de solidarité pour la démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS), dans le cadre de ses interventions prévues pour promouvoir des élections libres et équitables en Afrique de l'Ouest, a mené une mission de solidarité et d'évaluation préélectorale au Nigeria. Cela a offert à la délégation de WADEMOS un aperçu du contexte sociopolitique avant les élections et a également fourni l'occasion d'évaluer et d'interagir avec les principales parties prenantes sur leur niveau de préparation pour les élections. WADEMOS a également déployé une mission d'apprentissage et d'observation le jour des élections au Nigeria.

Malgré les perspectives et l'optimisme, l'élection a été caractérisée par certaines irrégularités, notamment l'arrivée tardive des responsables de l'INEC dans certaines unités de vote, les difficultés liées au déploiement de matériel et de logistique électoraux sensibles et non sensibles, la répression et la violence des électeurs et la faible participation électorale.

WADEMOS félicite toutes les parties prenantes pour les modifications apportées à la loi électorale qui ont contribué à renforcer la confiance des électeurs dans les processus électoraux à l'approche des élections. WADEMOS présente les observations et leçons suivantes pour améliorer les futures élections au Nigeria et dans la sous-région en s'appuyant sur les missions d'évaluation préélectorale et d'observation des élections :

- Nous reconnaissons le rôle essentiel joué par la société civile et les médias lors des élections générales de 2023 au Nigeria. Diverses interventions menées par les OSC ont contribué à mobiliser les citoyens et à promouvoir l'inclusion et la participation tout au long du cycle électoral. Quelques-unes de ces initiatives étaient le projet de vérification des faits CDD-Afrique de l'Ouest et le Centre d'analyse des élections, la Tabulation Parallèle des Electeurs (PVT) de Yiaga Africa, le tableau de bord d'évaluation des résultats des élections (ERAD) et l'indice de risque de manipulation des élections ; Les efforts de Women Situation Room pour promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes, et les initiatives électorales de paix et de sécurité de la Fondation CLEEN, parmi de nombreuses autres interventions importantes. Dans la même veine, les médias ont suscité beaucoup d'enthousiasme et d'intérêt au Nigeria et dans la sous-région et ont réussi à promouvoir l'élection, ce qui a permis aux citoyens Ouest-Africains de suivre et de s'impliquer

facilement dans la situation dans le pays. Ils ont soutenu la vérification des faits, promu les campagnes d'éducation et d'inscription des électeurs et ont largement rendu compte des activités politiques et des campagnes de tous les candidats, notamment en facilitant les réunions publiques en partenariat avec la société civile.

- En outre, la technologie joue un rôle important dans l'amélioration de la confiance du public, de la transparence et de la confiance dans les élections. Nous recommandons donc aux pays de la sous-région de déployer des innovations technologiques pour améliorer le vote et la collecte des résultats. Cela contribuera à atténuer la suspicion et la méfiance associées aux systèmes manuels de collecte des résultats.
- WADEMOS recommande que l'INEC examine les performances de l'IReV et présente ses conclusions au public avec des mesures pour prévenir des événements similaires lors d'élections futures. L'INEC doit étendre cet exercice pour couvrir d'autres lacunes enregistrées pendant l'élection, telles que l'arrivée tardive du matériel électoral et de la logistique, et fournir des éclaircissements et une éducation sur les procédures de résolution des plaintes lors de la collecte des résultats aux niveaux du quartier, du gouvernement local et de l'État.
- Les Organismes de Gestion des Elections (OGE) connaissent une baisse de confiance parmi les citoyens. Les nominations au sein de la commission ont au fil du temps contribué à saper la confiance du public et l'indépendance des OGE pour organiser des élections libres et équitables dans la région. Au Nigéria, l'opposition a accusé l'INEC de nommer des personnes connues pour être affiliées à certains partis politiques en tant que commissaires électoraux résidents. Une situation similaire se produit au Ghana où la plus grande coalition de la société civile sur les élections, la Coalition des observateurs électoraux nationaux (CODEO) et d'autres groupes de la société civile ont protesté contre la nomination d'une personne connue pour être un sympathisant d'un parti politique et d'une autre personne politiquement exposée la Commission. Les gouvernements et les OGE devraient éviter de nommer des partisans aux organes de gestion des élections.
- WADEMOS salue les initiatives et les interventions de la CEDEAO, y compris les divers programmes de formation et de renforcement des capacités et les efforts diplomatiques et de médiation visant à promouvoir la paix et la sécurité pendant l'élection. Cependant, la sous-région attire l'attention sur les violences lors des élections. Les preuves de l'élection présidentielle de 2023 au Nigeria en témoignent. WADEMOS recommande l'intervention de la CEDEAO pour examiner la réponse au niveau national à la violence électorale et renforcer les capacités des États à gérer et à contrer la violence électorale dans un cadre régional élargi. La violence électorale constitue une menace importante pour la démocratie, les droits civils et politiques et, en outre, crée un environnement politique instable, qui accroît l'état d'insécurité dans la région.
- WADEMOS reconnaît l'importance des tribunaux dans la résolution des litiges électoraux et des requêtes qui sont pour la plupart contradictoires. Alors que le tribunal offre une voie et une sécurité pour résoudre les différends électoraux et rendre la justice, son rôle dans la détermination des résultats électoraux, y compris la possibilité d'annuler les résultats des élections présidentielles, a conduit à la polarisation occasionnelle des tribunaux, s'exposant à des attaques publiques injustifiées. Les élections en Afrique sont source de division et continueront de le rester à cause de la capture de l'État et le vainqueur prend toute la politique. Des appels sont lancés pour la révision du mécanisme

institutionnalisé de résolution des plaintes relatives à l'élection présidentielle avant la déclaration par les OGE. Nous recommandons la pratique selon laquelle les résultats des élections sont certifiés par l'OGE et, dans certains cas, par les tribunaux. Cela permet de traiter toutes les plaintes et pétitions avant la déclaration afin de fournir aux partis politiques et aux parties prenantes l'assurance et la garantie de recourir à des approches non violentes pour répondre à leurs griefs. Cela fournit un processus de réconciliation que le processus judiciaire qui est contradictoire.

- Encore une fois, WADEMOS recommande que, comme d'autres pays de la sous-région, le Nigéria promeuve l'inclusion et la participation des femmes aux postes élus tels que les gouverneurs, l'Assemblée nationale et les assemblées d'État en s'inspirant des meilleures pratiques de la région. Un bon exemple est l'adoption de la loi de 2022 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE) qui vise à faire progresser les droits des femmes en Sierra Leone.
- La politique de refonte du Naira doit être évaluée pour déterminer son impact sur l'élection. Cela pourrait éclairer le déploiement de réformes politiques majeures similaires du gouvernement au cours des années électorales à venir.
- Enfin, le nouveau régime doit diriger les efforts pour répondre au mécontentement à l'égard de la gouvernance au Nigéria. Les résultats de l'enquête Afrobaromètre montrent les taux de désapprobation élevés pour le gouvernement au fil du temps des Nigériens. Comme dans la plupart des pays africains, le chômage est une préoccupation majeure pour les jeunes au Nigéria, associée à la répression des voix dissidentes. L'élection a révélé que de nombreux Nigériens sont mécontents de la politique et refusent de participer aux élections, ce qui entraîne une faible participation électorale.

1. INTRODUCTION

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS) a identifié trois élections nationales à venir comme points focaux pour son travail d'appui aux élections dans la sous-région en 2023. Il s'agit des élections nationales au Nigeria (25 Février), en Sierra Leone et au Libéria en Juin et Octobre respectivement. WADEMOS a mis en œuvre un certain nombre d'activités et d'interventions en soutien aux élections présidentielles de 2023 au Nigeria. Ces activités, qui font partie des stratégies du Réseau visant à promouvoir l'intégrité et la crédibilité des élections, des processus électoraux et des résultats dans la sous-région, comprenaient une mission de solidarité et d'évaluation préélectorale, et une mission d'apprentissage et d'observation le jour des élections. Ce rapport présente les conclusions et les recommandations, basées sur l'implication de WADEMOS dans les élections au Nigeria, visant à contribuer à la connaissance des élections et à l'amélioration de la qualité et de la crédibilité des élections pour l'amélioration de la qualité et de la crédibilité des élections non seulement dans la sous-région mais aussi sur le continent africain.

➤ Justification et objectifs de l'intervention électorale au Nigeria de 2023

Conformément aux objectifs stratégiques du Réseau, le but des interventions de WADEMOS pour les élections Nigériennes de 2023 était de mobiliser le soutien et l'intérêt sous-régionaux pour les élections compte tenu de la position géopolitique et socio-économique du Nigeria en Afrique de l'Ouest.

L'importance des prochaines élections au Nigeria pour la sous-région de la CEDEAO transcende sa grande population ou son influence culturelle. Avec un PIB 2021 de plus de 440 milliards USD,¹ son économie est au moins cinq fois plus importante que celle de son concurrent le plus proche dans la sous-région, le Ghana. C'est sans doute l'une des rares démocraties électorales les plus performantes actuellement dans la sous-région et elle maintient son rôle de longue date de maintien de la paix dans la sous-région malgré ses problèmes de sécurité. La préservation de la démocratie et de la stabilité du Nigeria, ainsi que le succès attendu des prochaines élections, ont été considérées comme cruciales pour les perspectives de prospérité et de stabilité dans le reste de la sous-région.

Plus précisément, les objectifs de l'intervention de WADEMOS dans les élections au Nigeria étaient les suivants :

- Étendre la solidarité et le soutien aux membres de WADEMOS au Nigeria sur leurs activités prévues pour les élections présidentielles et législatives.
- Promouvoir l'apprentissage et l'échange de connaissances sur les élections parmi les membres de WADEMOS, en particulier les pays qui se préparent aux élections.
- Observer et rendre compte de divers aspects des élections pour promouvoir son intégrité et sa crédibilité dans le contexte actuel de recul démocratique en Afrique de l'Ouest compte tenu du rôle important du Nigeria dans la sous-région.
- Promouvoir la prise de conscience et la sensibilisation aux élections, y compris les candidats, le contexte, les lois et règlements électoraux pour susciter l'intérêt et l'attention des citoyens d'Afrique de l'Ouest.

Dans la poursuite de ces objectifs, les principales interventions prévues par le Réseau WADEMOS ont porté sur deux activités principales :

¹ <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=NG>

➤ **Une mission de solidarité pré-électorale**

Le réseau WADEMOS a d'abord déployé une mission de solidarité préélectorale au Nigéria, du 24 au 28 Janvier 2023, pour évaluer le climat sociopolitique et la préparation des parties prenantes avant les élections. À cet égard, la mission a collaboré avec un éventail de parties prenantes comprenant des institutions publiques, la société civile, les médias et les citoyens. Certaines des institutions engagées avec comprennent ; la Commission Electorale Nationale Indépendante, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (NHRC), le Conseil National pour la Paix (NPC) et le Conseil Consultatif Interpartis (IPAC). L'équipe a conclu la mission par un point de presse et une déclaration présentant ses conclusions, observations et recommandations ciblant toutes les parties prenantes, en particulier l'INEC. Des missions préélectorales ont également été menées par d'autres instances régionales telles que la CEDEAO, l'UA, l'Institut International Républicain (IRI) et l'Institute Démocratique National (NDI).

➤ **Une mission d'observation et d'apprentissage le jour du scrutin**

La deuxième mission impliquait une mission d'observation et d'apprentissage le jour des élections au Nigéria du 22 au 26 Février 2023. L'objectif était de consolider et de suivre les progrès sur la base des recommandations de la mission préélectorale, de promouvoir l'apprentissage au sein du Réseau et de soutenir processus de démocratisation en tant qu'observateurs internationaux travaillant avec des groupes d'observateurs de la société civile nationale au Nigeria. La mission d'observation électorale a également cherché à promouvoir et à améliorer l'apprentissage et la connaissance du système électoral Nigérian, en particulier avec l'introduction et la mise en œuvre du Système d'Accréditation Biométrique des Electeurs (BVAS) et du Portail de Visualisation des Résultats de l'INEC (IReV) pour la première fois pour les élections de 2023.

2. CONTEXTE DE L'ÉLECTION NIGERIA 2023

L'élection de 2023 était la sixième (6e) élection consécutive depuis le retour du Nigéria à la démocratie en 1999. Elle a suscité des enjeux et un intérêt élevé parmi les observateurs électoraux et les parties prenantes de la sous-région et à travers le continent. Les développements et le contexte politique avant et pendant les élections sont discutés en détail dans cette section. Les projecteurs principaux sont sur les candidats, l'insécurité, et l'introduction d'une nouvelle loi électorale et des règlements par l'INEC.

➤ Candidats

Les élections au Nigeria sont considérées comme les plus grandes élections d'Afrique. Au total, 12 145 candidats parrainés par 18 partis politiques se sont présentés aux élections dans 109 circonscriptions sénatoriales, 360 circonscriptions fédérales, 993 circonscriptions d'État et 28 postes de gouverneur. Pour l'élection au Nigeria, un candidat est déclaré président s'il remporte la majorité des suffrages exprimés et au moins 25% des suffrages exprimés dans les deux tiers des États et le Territoire de la Capitale Fédérale (FCT). Les tribunaux Nigériens avant les élections avaient statué qu'aux fins des élections, le Territoire de la Capitale Fédérale (FCT) du Nigéria



Chiffre1Crédit photo : Premium Times Nigéria. De gauche à droite - Atiku Abubakar du PDP, Bola Ahmed Tinubu d'APC, Peter Obi du LP

était considéré comme un État². L'élection devait être une course très disputée entre trois candidats de première ligne largement perçus comme des adversaires à égalité. Les favoris présumés étaient Atiku Abubakar, ancien vice-président et candidat du Parti Démocratique Populaire (PDP), Bola Ahmed Tinubu, ancien gouverneur de l'État de Lagos et candidat du All Progressives Congress (APC), et Peter Obi, ancien gouverneur de l'État d'Anambra et candidat du Parti Travailleuse (LP). Peter Obi a également été colistier d'Atiku Abubakar lors de la course à l'élection présidentielle de 2019.

Rabiu Musa Kwankwaso, ancien gouverneur de l'État de Kano et candidat du Nouveau Parti populaire du Nigéria (NNPP), bien qu'il ne soit généralement pas considéré comme un favori pour la présidence, avait une influence dans la partie nord du Nigéria, qui était considérée comme un facteur majeur d'influence pour le résultat de l'élection présidentielle.

Deuxièmement, l'élection a approfondi les divisions au sein du peuple nigérian en fonction des affiliations ethniques et religieuses. Dans un pays fortement divisé sur le plan ethnique et religieux, le jumelage de Bola Ahmed Tinubu et de Kashim Shettima, ancien gouverneur de l'État de Borno, comme candidat à la vice-présidence de l'APC, a marqué la première fois dans la quatrième République du Nigéria qu'un parti politique présentait deux personnes de la même religion pour le président et le vice-président. De nombreux groupes et

² <https://newspeakonline.com/on-the-status-of-fct-in-presidential-election-by-abiodun-owonikoko-san/>

organisations chrétiens de première ligne ont critiqué l'association et menacé de faire campagne et de voter contre le ticket musulman-musulman de l'APC pour les élections présidentielles.

➤ **Économie**

Alors que les manifestes de campagne incitaient à l'optimisme, l'élection a eu lieu à un moment de troubles politiques considérables et de graves difficultés économiques pour le pays. Le Bureau national des statistiques rapporte que le chômage des jeunes oscille autour de 42 %. Une enquête réalisée en 2022 par l'African Polling Institute a révélé que la proportion de Nigériens qui déménageraient hors du pays s'ils en avaient l'occasion était de 69 %, une augmentation considérable par rapport au chiffre de 2019 de 39 %. Alors que les Nigériens restent généralement optimistes quant aux perspectives de la démocratie pour répondre à leurs besoins et attentes économiques, ils n'hésitent pas non plus à admettre qu'ils ont été insatisfaits de la prestation au fil des ans. Par exemple, les pénuries de carburant pérennes et la politique de refonte du Naira qui est estimé avoir coûté au pays entre 10 000 et 15 000 milliards de nairas rien qu'en perte de productivité. Un récent communiqué de presse d'Afrobaromètre a montré que si 70 % des Nigériens préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement, 77 % se disent insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans le pays. UN Parution Février 2023 par Afrobaromètre suggère qu'il existe un désir général de changement avec un processus politique plus inclusif et participatif parmi la grande majorité des Nigériens. De plus, la dette croissante et les faibles revenus de l'État étaient une grande préoccupation pour les agences de notation, les faisant s'inquiéter de savoir si le pays pourrait ou non rembourser ses dettes. Il y avait des rumeurs selon lesquelles le gouvernement envisageait de supprimer les subventions sur le carburant pour faire face aux pénuries et à la rareté du carburant dans tout le pays, mais cela ne s'est pas concrétisé.

➤ **Insécurité**

Lors des précédentes élections générales de 2011, 2015 et 2019, l'insécurité, conséquence de l'insurrection djihadiste, du banditisme, des enlèvements et des agitations sécessionnistes, avait en partie été à l'origine du report des élections au Nigeria. L'insécurité continue de menacer les six régions géopolitiques du Nigeria. À l'approche des élections de 2023, le Sud-Est et le Nord-Ouest ont connu les défis sécuritaires les plus graves. L'imposition de couvre-feux, connus localement sous le nom de « sit-at-home » dans le Sud-Est par des sécessionnistes appelés peuples autochtones du Biafra (IPOB), a fait des morts parmi les civils à la suite d'affrontements entre des civils rebelles et les sécessionnistes. De plus, la violence électorale, qui a été identifiée comme une menace majeure pour le succès des élections a également exacerbé le problème de l'insécurité. Selon le Nigerian Election Violence Tracker, un effort conjoint entre CDD-Afrique de l'Ouest et Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)³, à la fin du mois de janvier, il y avait eu un record de 52 attaques contre l'infrastructure de l'INEC. Vingt pour cent (20%) des attaques ont eu lieu dans l'État d'Imo, dans le Sud-Ouest du Nigeria. Cette inquiétude accrue autour de la sécurité des élections dans des lieux en proie à des conflits et à la violence et la crainte que cela puisse s'aggraver pendant les élections et affecter à la fois l'intégrité des élections et la participation électorale.

³ <https://acleddata.com/2022/10/26/introducing-the-nigeria-election-violence-tracker/>

➤ Nouvelle loi électorale et lignes directrices de l'INEC

Dans le but d'assurer l'intégrité des prochaines élections et de relever le défi de la transparence qui avait tourmenté les élections précédentes dans le pays, un certain nombre de réformes ont été introduites dans le système électoral avec l'adoption de la nouvelle loi électorale de 2022.⁴ La création du Fonds de la Commission électorale nationale indépendante pour financer les élections dans le pays a permis à l'organe de gestion électorale d'ajouter 56 872 unités de vote supplémentaires au nombre existant d'unités de vote (UP), portant le nombre total d'unités de vote à 176 846. La loi électorale exige que les fonds pour les élections générales soient versés au plus tard un an avant les prochaines élections générales. Ceci est louable en termes d'isolement des OGE du contrôle gouvernemental.

L'adoption du système bimodal d'accréditation des électeurs (BVAS) pour l'accréditation des électeurs était une avancée par rapport aux lecteurs de cartes à puce déployés lors des élections générales précédentes en 2015. Le BVAS était une réplique directe du système intégré de gestion des élections au Kenya (Kit KIEMS) utilisé pour l'accréditation des électeurs et la transmission des résultats lors des élections kényanes tenues en 2022. Le nouveau dispositif de vote exigeait que les électeurs qui présentaient leur carte d'électeur permanent (PVC) à leur bureau de vote le jour du scrutin conformément à la nouvelle loi électorale, soient identifiés et accrédités avec la machine BVAS grâce à la technologie d'empreintes digitales ou de reconnaissance faciale avant de procéder au vote.



Chiffre2L'équipe d'observation et d'apprentissage de WADEMOS surveille les processus électoraux dans une unité de vote à Abuja

Le BVAS contient les dossiers de chaque électeur accrédité pour voter le jour du scrutin et devait éliminer le vote excessif et limiter l'abus des procédures de vote et la manipulation. Selon la nouvelle loi électorale, dans toute unité de vote où le dispositif d'accréditation était défaillant et qu'un remplaçant ne pouvait pas être déployé, l'élection devait être annulée et reportée dans les 24 heures si l'INEC était convaincue que le résultat de l'élection dans cette unité de vote affecter substantiellement le résultat final de l'ensemble de l'élection et la déclaration d'un vainqueur dans la circonscription.

Pour améliorer encore la transparence et assurer l'intégrité de l'élection, l'INEC a déployé le portail de visualisation des résultats (IReV), une plate-forme numérique sur laquelle les résultats des bureaux de vote devaient être scannés à l'aide du BVAS et téléchargés pour que les citoyens puissent surveiller et vérifier de manière indépendante les résultats transmis par les responsables de la CENI dans les bureaux de vote.

⁴ <https://placng.org/i/wp-content/uploads/2022/07/Electoral-Act-2022.pdf>

3. LA MISSION D'ÉVALUATION PRÉ-ÉLECTORALE

Du 23 au 27 Janvier 2023, une délégation de 15 membres du réseau WADEMOS s'est lancée dans une mission de solidarité d'évaluation préélectorale au Nigeria. La délégation comprenait des représentants du Réseau de cinq (5) pays de la sous-région CEDEAO, des représentants des quatre (4) membres du Réseau au Nigeria et une équipe de soutien technique de 5 membres de l'Unité de gestion du projet WADEMOS, ainsi que, un représentant du Réseau d'observation des élections en Afrique de l'Ouest (WAEON). Le but de la mission était de se solidariser avec les membres de WADEMOS au Nigeria. Deuxièmement, il s'agissait d'examiner l'état de préparation de l'INEC et des principales parties prenantes impliquées dans l'élection et de proposer des recommandations. La mission a commencé par un débriefing initial par le CDD-Afrique de l'Ouest sur les développements autour des élections. La mission a ensuite rencontré un éventail de parties



Chiffre3 Une photo de l'équipe après la séance de débriefing au CDD-Afrique de l'Ouest

prenantes au Nigeria, notamment la CEDEAO, la Commission électorale nationale indépendante (INEC), la Commission nationale des droits de l'homme, le Comité national pour la paix, le Conseil consultatif interpartis (IPAC), Arise TV, la Federal Radio Corporation of Nigeria (FRCN) et un segment des médias et les OSC. La mission a été informée par les parties prenantes sur le paysage politique et électoral, en particulier en ce qui concerne la paix et la sécurité, et la préparation de l'INEC avant les élections. La mission s'est terminée par un briefing à huis clos avec le président de l'INEC et le personnel de la commission. La délégation a ensuite tenu une conférence de presse pour partager ses observations et conclusions.



Figure 4 Délégation WADEMOS avec des responsables de la CEDEAO



Figure 5 La délégation WADEMOS avec le professeur Mahmood Yakubu (première rangée, quatrième à partir de la droite), président de l'INEC du Nigeria



Figure 6 Le Dr Kojo Pumpuni Asante, chef de la délégation WADEMOS au Nigeria s'adressant aux médias sur les principales conclusions après la mission de solidarité

Principaux faits saillants et observations de l'évaluation préélectorale

- **Rôle de la société civile**—La mission a noté un certain nombre d'initiatives louables déployées par la société civile avant les élections. En particulier, nous avons noté leur rôle dans l'éducation des électeurs, la sensibilisation et la promotion de la paix et d'un environnement propice aux élections.
- **Émission et collecte de PVC**—Cela frôle l'incapacité de l'INEC à fournir des PVC aux électeurs inscrits dans les bureaux de l'INEC. En outre, WADEMOS a observé une apathie parmi les électeurs inscrits à l'égard de la collecte des PVC dans les bureaux de l'INEC. WADEMOS a appelé à une amélioration de la demande et de l'offre de PVC pour éviter de priver les citoyens de leurs droits.
- **Fonctionnement du BVAS et de l'IReV**—WADEMOS a fait part de ses inquiétudes quant au bon fonctionnement de la BVAS le jour des élections étant donné que l'INEC n'avait pas mené d'exercice de simulation publique en utilisant l'envoi de BVAS récemment reçu, bien qu'elle ait piloté la BVAS lors des élections des gouverneurs hors cycle d'Osun et d'Ekiti. WADEMOS a noté que tout dysfonctionnement à grande échelle du BVAS le jour du scrutin pourrait favoriser la méfiance, provoquer l'anxiété et la panique parmi les électeurs et a exhorté l'INEC à adhérer aux mesures d'urgence proposées pour fournir les garanties et l'assurance nécessaires aux citoyens. WADEMOS a souligné le rôle du BVAS en tant que changeur de jeu pour les élections de 2023 et a exhorté toutes les parties prenantes à travailler collectivement pour assurer son déploiement réussi.

- **L'économie**-WADEMOS a noté les contraintes que la pénurie de carburant et la refonte du Naira posaient aux élections, en particulier en ce qui concerne la participation électorale, car certains électeurs devraient se rendre dans leurs bureaux de vote et leurs États pour voter le jour du scrutin. Le Réseau s'est également dit préoccupé par l'impact des pénuries de carburant et de la politique de refonte du Naira sur le déploiement de la logistique pour les élections. WADEMOS a ainsi appelé à une révision et un déploiement effectif de la politique pour réduire les effets d'entraînement sur les citoyens et l'élection. WADEMOS était particulièrement préoccupé par la manière dont les politiques jumelles pourraient affecter l'intégrité des sondages si elles n'étaient pas résolues.
- **Paix et sécurité**-WADMEOS a noté l'anxiété et l'appréhension des Nigériens face à la détérioration de l'environnement sécuritaire sans aucun espoir ni assurance de la part du gouvernement. Il s'agit notamment de la forte connotation des tensions religieuses et ethniques qui occupe le devant de la scène dans le discours politique et le débat entre les partis politiques et les candidats. En outre, l'insécurité et l'instabilité persistantes dans tout le pays en raison de l'incidence accrue des enlèvements, du banditisme, de l'insurrection et des groupes séparatistes ont créé un niveau élevé d'incertitude. À l'approche du jour des élections, les discours de haine et la désinformation se sont multipliés, suscitant la peur et l'inquiétude au sein de la population. WADEMOS a reconnu l'importance de l'Accord de paix signé par les partis politiques et a exhorté les partis politiques à respecter les engagements et



Figure 7 Équipe WADEMOS avec le P. Atta Barkindo, Ph.D., (au centre) Directrice du Conseil national de la paix

les conditions qui y sont énoncés afin d'éviter les violations manifestes et secrètes de l'accord pour leur intérêt paroissial. L'Accord de paix a été négocié par l'APN et approuvé par tous les partis politiques et les candidats à la présidentielle. Au moment où WADEMOS s'est lancé dans la mission de solidarité, le premier accord de paix avait été signé. Cependant, la délégation a observé que certaines des dispositions de l'Accord avaient été violées de manière flagrante par des acteurs politiques qui avaient choisi d'utiliser des insultes, des discours de haine et des attaques de personnalité contre des opposants au lieu de se concentrer sur une campagne d'enjeux. Au moment où WADEMOS s'est lancé dans la mission de solidarité, le premier accord de paix avait été signé. Cependant, la délégation a observé que certaines des dispositions de l'Accord avaient été violées de manière flagrante par des acteurs politiques qui avaient choisi d'utiliser des insultes, des discours de haine et des attaques de personnalité contre des opposants au lieu de se concentrer sur une campagne d'enjeux. Au moment où WADEMOS s'est lancé dans la mission de solidarité, le premier accord de paix avait été signé. Cependant, la délégation a observé que certaines des dispositions de l'Accord avaient été violées de manière flagrante par des

acteurs politiques qui avaient choisi d'utiliser des insultes, des discours de haine et des attaques de personnalité contre des opposants au lieu de se concentrer sur une campagne d'enjeux.

- Enfin, l'interprétation des dispositions de la loi électorale sur le seuil de déclaration des résultats des élections a été portée à l'attention de WADEMOS, c'est-à-dire si les 25 % de votes requis dans les deux tiers des États du pays incluaient ou non les FCT dans le calcul des deux tiers pour les 36 États existants. La Constitution et la loi électorale exigeaient qu'un candidat au poste de président obtienne la majorité des voix et 25% des voix dans au moins les deux tiers des États du Nigéria et du Territoire de la capitale fédérale (FCT). L'inquiétude était que l'incapacité de l'INEC à énoncer clairement sa position sur la question avant les élections pourrait entraîner des différends et des violences consécutives, en particulier dans le contexte des élections de 2023 et la possibilité d'un second tour.

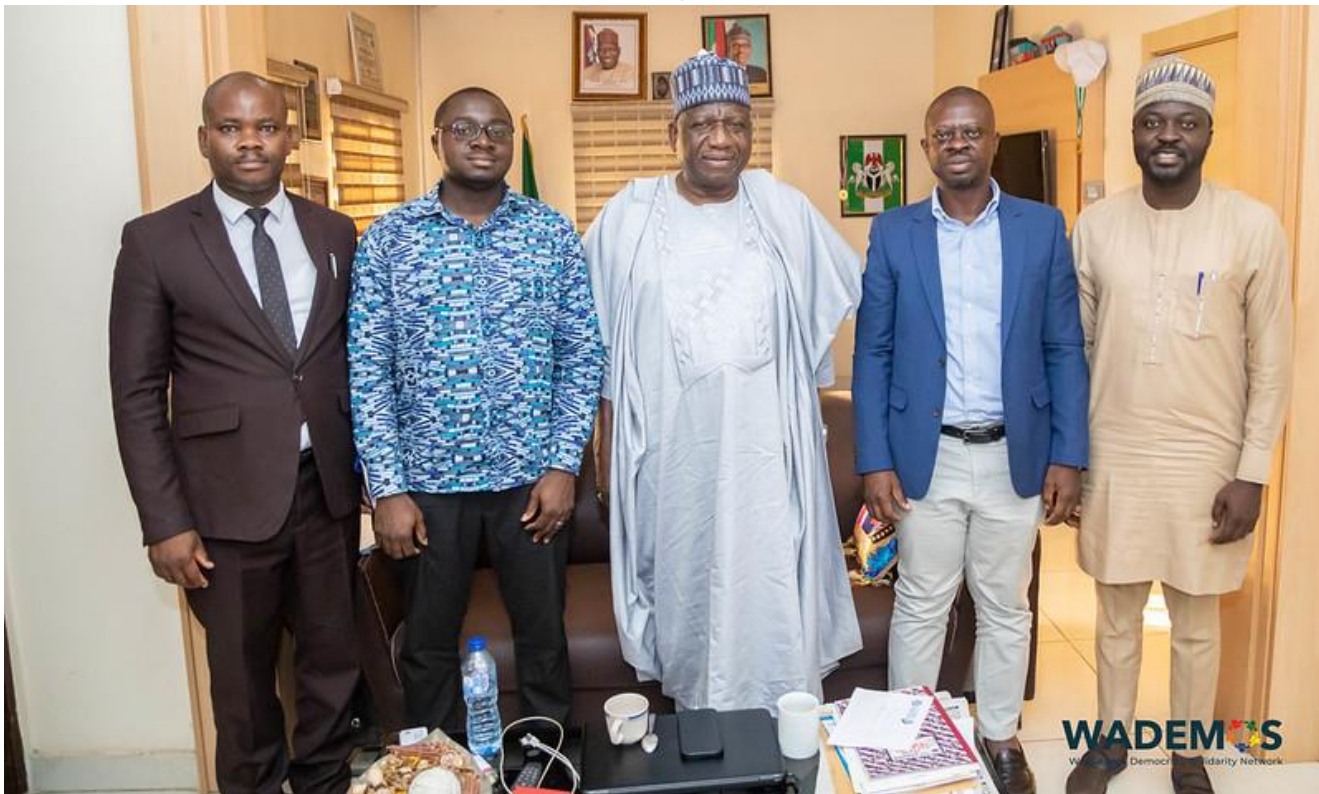


Figure 8 Une section de la délégation WADEMOS avec le Yabagi Yusuf Sani (au milieu), président de l'IAPC-Nigeria

4. MISSION ÉLECTORALE, OBSERVATION ET APPRENTISSAGE

WADEMOS a entrepris une mission d'observation et d'apprentissage des élections au Nigeria dans la semaine des élections générales prévues pour le 25 Février 2023. WADEMOS est arrivé au Nigeria pour les élections du 23 Février 2023.

La délégation a évalué les progrès réalisés après la mission préélectorale. L'équipe était hébergée par la salle de crise électorale du CDD-Afrique de l'Ouest. La délégation a observé et participé aux activités de toutes les salles de crise de la société civile organisées pour les élections, y compris les points de presse tenus avant, pendant et après les élections. Nous avons observé, appris et participé aux activités de la salle de situation de la salle de situation de la société civile du Nigéria, de l'initiative Watching the Vote de Yiaga Africa et de l'exercice de tabulation parallèle des électeurs, du CDD-West Africa Election Analysis Center, du tableau de bord d'analyse des résultats des élections (ERAD), de la salle de situation au Transition Monitoring Group, de Women Situation Room et de CLEEN Foundation Election Security Monitoring Situation room. La mission disposait également d'un représentant auprès du Centre national de coalition (NCC) de la CENI qui a été lancé quelques jours avant les élections. En plus de la salle de crise, la délégation a effectué une observation itinérante limitée dans certains bureaux de vote à Abuja. L'élection a vu la présence prononcée, en particulier dans la capitale Abuja, de plusieurs missions internationales d'observation électorale comprenant l'UE, le Secrétariat du Commonwealth, la CEDEAO et l'UA, qui étaient présentes pour surveiller le déroulement de l'élection.

➤ **Développements importants avant l'élection**

Au cours de la dernière semaine des élections, lorsque l'équipe est arrivée au Nigéria, nous avons observé la signature du 2e accord de paix et l'amélioration de la délivrance des PVC. Le 23 février 2023, l'INEC a déclaré avoir distribué 87 209 007, représentant 93,3% de tous les PVC imprimés, aux électeurs à travers le pays, laissant 6 259 229, représentant 6,7% de tous les PVC imprimés. Cela a montré une nette amélioration de la part des efforts de l'INEC pour assurer un taux de participation élevé et la légitimité de l'élection.

Sous la supervision de l'APN, les 18 partis politiques enregistrés au Nigéria ont signé le deuxième accord de paix à Abuja le mercredi 22 février. Le pacte exigeait que tous les partis politiques acceptent le résultat des élections ou recherchent des voies de recours légitimes en cas de désaccord ou postes. Lors de la cérémonie de signature en présence de WADEMOS, l'APN et ses éminents hommes d'État, dont les anciens présidents du Nigéria, ont souligné la nécessité pour toutes les parties de rester attachées à l'accord.

Une décision de justice sur la refonte des notes Naira et la politique de diffusion ont fait la une des journaux quelques jours avant les élections. L'atmosphère est devenue plus tendue lorsque la Cour suprême a confirmé une requête d'une coalition de gouverneurs d'État ordonnant à la CBN de ne pas interrompre la circulation des anciens billets N200, N500 et N1000. La Banque centrale du Nigéria n'a pas fait preuve de bonne foi pour se conformer à la décision et la pénurie a persisté jusqu'à ce que la Cour suprême décide, après les élections, d'obliger la CBN à prolonger la politique d'une période d'un an.

Le mercredi 22 février 2023, Oyibo Chukwu, un candidat sénatorial du Parti travailliste pour la zone sénatoriale d'Enugu East a été abattu et brûlé aux côtés d'un assistant personnel anonyme par des assaillants, que la police soupçonne d'être des membres du groupe séparatiste interdit IPOB et de ses aile militante ESN. Le parti a choisi Kelvin Chukwu, frère du candidat sénatorial tué, pour prendre sa place lors de l'élection sénatoriale de la zone le 11 mars 2023.

➤ Salles de veille de la société civile

Presque toutes les organisations de la société civile (OSC) impliquées dans les élections ont mené leurs activités à partir de leurs salles de crise mises en place pour surveiller les élections. Depuis les salles de crise, un bon nombre d'OSC ont livré leurs points de presse et leurs déclarations, ce qui a permis à la délégation de WADEMOS de garder un œil sur les développements le jour des élections. Leurs interventions et initiatives sont résumées ci-dessous :

- *Salle de situation de la société civile du Nigéria (également connue sous le nom de salle de situation)*

La salle de crise de la société civile du Nigéria est un ensemble de plus de 70 OSC travaillant à l'appui d'élections crédibles et transparentes au Nigéria. Certaines de ces OSC incluent CDD-Afrique de l'Ouest et Yiaga Africa, toutes deux membres du réseau WADEMOS. Pour les élections générales de 2023, la salle de crise de la société civile du Nigéria a déployé 2410 observateurs, dont au moins trois (3) dans chaque zone de gouvernement local (LGA). Ce nombre comprenait 131 personnes handicapées (PH).

- *Yiaga Africa Tabulation parallèle des électeurs (PVT) et Centre d'analyse des élections*

Les objectifs généraux du PVT étaient de fournir des informations sur le vote et le dépouillement dans les bureaux de vote et de déterminer si les résultats officiels des élections déclarés par l'INEC reflétaient bien les votes exprimés dans les bureaux de vote. Pour soutenir cet exercice, Yiaga Africa a déployé 822 observateurs à long terme, composés de 774 observateurs du gouvernement local pour observer la collecte dans chacun des 774 centres de collecte de la zone du gouvernement local ainsi que 48 observateurs supplémentaires pour chaque point focal de l'État. Yiaga Africa a également déployé 3000 observateurs d'unités de vote sélectionnés parmi 1500 unités de vote sélectionnées au hasard dans chaque zone de gouvernement local (LGA) au Nigeria.



Figure 9 OSC et observateurs dans une salle de crise

Au tableau de bord d'analyse des résultats électoraux (ERAD), une initiative conjointe entre Yiaga Africa et le PNUD, environ 400 greffiers ont rassemblé les résultats électoraux des bureaux de vote au fur et à mesure qu'ils étaient téléchargés sur l'IReV pour les 18 partis politiques participant à l'élection. Les commis aux données ont saisi les résultats du portail IReV sur la plate-forme de l'ERAD pour collation et analyse ultérieure.

Des copies de son rapport sur les risques de manipulation électorale ont été exposées à la salle de situation de Yiaga Africa⁵ Indice ; Essais BVAS, simulation d'accréditation et transmission électronique des données d'accréditation⁶; et Rapport national d'observation préélectorale pour les élections nationales de 2023.

⁵ https://www.yiaga.org/sites/default/files/portfolio/Election%20Manipulation%20Risks%20Index_260123.pdf

⁶ <https://www.yiaga.org/sites/default/files/portfolio/Report%20of%20BVAS%20Testing%20and%20Mock%20Accreditation.pdf>

- CDD-Centre d'analyse des élections en Afrique de l'Ouest (EAC)

Pour l'élection de 2023, l'EAC a déployé plus de 4000 observateurs formés et accrédités, en plus d'équipes de commis aux données, de vérificateurs de faits et de moniteurs de médias sociaux. Une équipe d'employés du CDD a suivi les nouvelles et les développements dans les médias, tandis que les commis aux données ont maintenu la communication avec les observateurs sur le terrain, notant les développements et les analysant afin qu'ils puissent être signalés immédiatement aux quartiers concernés. Dans la salle de guerre, une section de l'EAC dédiée à la lutte contre les fausses nouvelles, les vérificateurs de faits et les moniteurs de médias sociaux ont contré la désinformation et la désinformation avec des faits vérifiés, incitant le public à être prudent avec les informations qu'ils reçoivent. Une observation intéressante à propos de la salle de guerre était que, en réponse aux informations vérifiées de la salle de guerre,

- Les salles de crise des femmes

Dans le cadre de son programme d'observation électorale, la mission WADEMOS a visité deux salles de situation dédiées à l'observation des développements impliquant les femmes et leur participation à l'élection. Il s'agissait de la Women Situation Room Nigeria et de la Fédération internationale des femmes juristes du Nigeria (FIDA). La Women Situation Room Nigeria a déployé 350 observateurs pour couvrir 11 États. Ils se sont concentrés sur la transparence, la responsabilité, l'inclusion et la participation des femmes aux élections. La Fédération internationale des femmes juristes du Nigeria couvrait 4 États avec 100 observatrices recrutées par le biais d'organisations qui autonomisent et soutiennent les femmes dans les 4 États. Leur observation s'est concentrée sur la violence à l'égard des femmes et l'inclusion dans le déploiement du personnel de l'INEC, des agents des partis et des forces de sécurité. Ils disposaient d'un outil de suivi pour capturer les rapports du terrain et ont également capturé les événements à travers des rapports narratifs. Ils surveillaient les médias à la recherche de rapports sur les abus physiques et sexuels, ainsi que sur les problèmes tribaux et religieux à l'encontre des femmes.

- Le Centre d'assistance à la sécurité électorale de la Fondation CLEEN (ESSC)

L'objectif du Centre de soutien à la sécurité électorale (ESSC) de la Fondation CLEEN était de surveiller la conduite des agences de sécurité au cours de l'élection. Avec des observateurs déployés dans 109 zones sénatoriales du pays, des représentants d'organisations de la société civile, des experts indépendants, des femmes, des jeunes et des professionnels d'un large éventail de professions, les objectifs du centre étaient d'offrir une évaluation crédible de la conduite des agences de sécurité pendant les élections et des recommandations pour renforcer la sécurité lors des élections à l'avenir.

5. ANALYSER L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2023 – ENSEIGNEMENTS ET CONSTATS

Aux premières heures du 1er mars 2023, l'INEC a déclaré que sur la base du décompte final, Tinubu avait recueilli 8 794 726 du nombre total de votes valides, Atiku a remporté 6 984 520 des votes tandis qu'Obi a remporté 6 101 533 des suffrages valides exprimés. Le candidat du New Nigeria People's Party (NNPP) Rabiu Kwankwaso a obtenu 1 496 687 voix. Bola Ahmed Tinubu a donc été déclaré vainqueur de l'élection, sous les vives protestations des deux autres candidats. L'élection a été reportée au dimanche 26 février dans certains bureaux de vote de différents États en raison de violences, de problèmes logistiques, de vol de BVAS et d'autres problèmes. Sur les 36 États et FCT, Ahmed Tinubu, Peter Obi et Atiku Abubakar ont remporté 12 États chacun tandis que Kwankwaso n'a remporté que l'État de Kano.

Selon l'INEC, une fois les résultats des bureaux de vote téléchargés sur l'IReV, la collecte des résultats se ferait à quatre niveaux - le niveau du quartier, les zones des gouvernements locaux et les centres de collecte des États pour les postes à l'Assemblée nationale, et pour l'élection présidentielle par le président de la CENI au Centre national de collationnement.

Dans cette section, WADEMOS présente un certain nombre de réflexions et de perspectives sur les élections présidentielles et de gouverneur de 2023.

➤ **Fonctionnalité de BVAS et transmission des résultats sur IReV**

Une attraction majeure pour l'élection nigériane a été l'introduction de nouvelles solutions technologiques pour promouvoir la transparence, renforcer la confiance dans le processus électoral. Il visait à lutter contre la manipulation des élections lors du vote et de la collation, ce qui avait caractérisé les précédentes élections nigérianes. L'article 60 de la loi électorale prévoit la « procédure post-électorale et la collecte des résultats des élections » après le vote. Les paragraphes 60(5) et (6) exigent que le président de séance transfère les résultats, y compris le nombre total d'électeurs accrédités, et les résultats du scrutin de la manière prescrite par la Commission. Dans ce cas, une copie scannée des résultats à l'aide de la machine BVAS et transmise à l'IReV. Pour promouvoir l'application et la conformité par les fonctionnaires électoraux,

Avant l'élection, il y avait des inquiétudes quant à la fonctionnalité de la BVAS et de l'IReV. En effet, l'INEC avait à de nombreuses reprises donné des assurances au public sur le fonctionnement de la BVAS et de l'IReV pour l'élection. L'élection a prouvé le contraire en ce qui concerne la fonctionnalité de l'IReV pour l'élection présidentielle. Nous avons été témoins de l'échec de l'INEC à télécharger les résultats des bureaux de vote sur l'IReV. Étonnamment, ce n'était pas le cas pour les élections au niveau de l'État qui se sont tenues le 18 mars 2023. Bien que l'INEC ait publié une déclaration expliquant l'échec de la mise en ligne des résultats des élections immédiatement après les élections, cela a amené de nombreuses personnes à douter de la crédibilité de la collation des résultats et le processus. Yiaga Africa et la CSO Situation Room ont tous deux noté comment le manque de communication efficace et régulière de la part de l'INEC a exacerbé les inquiétudes autour de l'IReV. L'INEC a blâmé son incapacité à télécharger les résultats à des problèmes techniques. La réaction à la déclaration et aux explications de l'INEC a prouvé qu'elle n'avait pas répondu aux attentes de nombreux Nigériens qui avaient placé leur confiance dans l'IReV comme outil pour améliorer la transparence lors des élections de 2023.

Les observateurs de « Watch The Vote » de Yiaga Africa ont enregistré que dans 83 % des bureaux de vote, le Président a utilisé le BVAS pour scanner/prendre un instantané de la feuille de résultats (Formulaire EC 8A). Dans 69% des bureaux de vote, le Président a tenté de transmettre/envoyer l'image du résultat du bureau de

vote à la base de données en ligne de l'INEC (IReV). De nombreux bureaux de vote ont été fermés à 14 h 30 le jour du scrutin, néanmoins, les résultats n'ont commencé à arriver sur le portail IReV qu'à 22 heures, environ 8 heures après la fermeture des bureaux de vote. De plus, dans de nombreux bureaux de vote, les présidents ont refusé de télécharger les résultats électoraux sur l'IReV. La surveillance WADEMOS de la plateforme IReV a montré que 79 315 formulaires de résultats PU ont été téléchargés sur un total de 176 846 unités de vote trois jours (28 février) après l'élection. Cela ne représentait que 45 % du nombre total d'unités de vote. Encore,



Figure 10 Électeurs attendant de voter dans un bureau de vote à Abuja

élections. Cependant, l'INEC devra faire plus pour convaincre les électeurs que le dysfonctionnement de l'IReV n'était pas politiquement motivé. Ce serait difficile puisque l'IReV a fonctionné efficacement lors de l'élection au poste de gouverneur. Il n'est donc pas surprenant que le BVAS et l'IReV soient devenus les principaux motifs de contestation et de contestation des résultats de l'élection du 25 Février par les partis d'opposition.

➤ **Résolution des écarts lors de la collation des résultats**

L'article 51 des règlements et directives électoraux de l'INEC pour la conduite des élections de 2023, "Résolution des divergences dans les résultats des bureaux de vote lors de la collation des quartiers", exige qu'en cas de divergence dans un résultat soumis par un président de séance à la RA / Ward Collation Comme vérifié à partir du résultat transmis ou transféré directement de l'unité de vote, l'agent de classement RA/quartier doit : (i) demander des explications au(x) président(s) concerné(s) sur les circonstances de l'écart ; (ii) Localiser le point de divergence, résoudre la divergence à l'aide du résultat électronique et demander au président de séance d'approuver la résolution ; et (iii) Faire un rapport de l'écart au prochain niveau de collationnement. L'implication est que là où il y a des divergences, les résultats électroniques sont utilisés pour résoudre ces divergences. Cependant, l'effondrement de l'IReV a mis à mal cette disposition lors de l'élection présidentielle. Les plaintes et les objections étaient des problèmes majeurs qui ont fait dérailler le processus de collationnement dans les centres de collationnement de l'État. Il semble que de nombreux partis politiques n'aient pas profité des

dispositions et des procédures de dépôt de plaintes et de contestation des résultats des bureaux de vote dans les centres de rassemblement des quartiers pour résolution par les présidents. Aux Centres de collationnement de l'État, des plaintes récurrentes ont été déposées par des représentants de partis politiques. Malheureusement, les mécanismes de résolution n'étaient pas ouverts au public. Les centres de classement des États doivent signaler et rendre compte de toutes les plaintes déposées pour améliorer l'intégrité du processus.

➤ **Indépendance de l'INEC et des OGE**

WADEMOS reconnaît les progrès accomplis dans le renforcement de l'indépendance de l'INEC grâce à la création d'un Fonds de la Commission électorale nationale indépendante. Cependant, les nominations dans les OGE sont des déclencheurs potentiels qui pourraient saper l'intégrité des élections dans la sous-région. Les OGE sont confrontés à toutes les formes d'ingérence des États parties, notamment avec les nominations à la Commission. Cela pourrait saper la confiance du public dans les OGE pour organiser des élections libres et crédibles dans la région. Au Nigeria, l'opposition a accusé l'INEC de nommer des personnes ouvertement connues pour être affiliées ou sympathisant à un parti politique en tant que commissaires électoraux résidents. Une situation similaire s'est produite au Ghana où la plus grande coalition de la société civile sur les élections, La Coalition des observateurs électoraux nationaux (CODEO) et d'autres groupes de la société civile ont protesté contre la nomination d'une personne partisane connue pour être affiliée au parti politique au pouvoir et d'une autre personne politiquement exposée à la Commission électorale. Au Libéria, la Chambre des représentants est intervenue pour rejeter un instrument législatif du Sénat qui aurait rendu les 19 magistrats électoraux du pays sans emploi. Le projet de loi, que le Sénat a adopté avec une opposition limitée, a été critiqué par les critiques comme usurpant la fonction administrative de la Commission électorale nationale. La Chambre des représentants est intervenue pour rejeter un instrument législatif du Sénat qui aurait rendu les 19 magistrats électoraux du pays sans emploi. Le projet de loi, que le Sénat a adopté avec une opposition limitée, a été critiqué par les critiques comme usurpant la fonction administrative de la Commission électorale nationale. La Chambre des représentants est intervenue pour rejeter un instrument législatif du Sénat qui aurait rendu les 19 magistrats électoraux du pays sans emploi. Le projet de loi, que le Sénat a adopté avec une opposition limitée, a été critiqué par les critiques comme usurpant la fonction administrative de la Commission électorale nationale.

➤ **Pétitions judiciaires post-électorales**

Suite à la proclamation des résultats par l'INEC, le LP et le PDP ont allégué le manque de transparence dans les processus de collecte des votes et ont appelé à l'annulation des résultats proclamés par l'INEC. La Cour d'appel, dans sa décision, a ordonné à l'INEC de télécharger les données sur les machines BVAS sur le serveur principal et de mettre à la disposition des intimés des copies certifiées conformes des données à la suite d'une requête et d'une contre requête antérieures de l'INEC pour le LP et le PDP. Pour inspecter le BVAS et d'autres matériels électoraux sensibles. Beaucoup ont salué la décision du tribunal et ont décrit le jugement comme une démonstration pour rendre la justice de manière impartiale. En effet, le candidat présidentiel du LP a indiqué sa confiance dans les tribunaux pour rendre justice à leur requête. La loi électorale fournit suffisamment d'orientations et de directives aux tribunaux pour déterminer les requêtes électorales au Nigeria. Par exemple,

l'article 35 de la loi stipule que tous les défauts dans le déroulement d'une élection ne peuvent pas entraîner l'invalidation des résultats⁷.

Le seuil est élevé et les partis doivent prouver comment ces défauts et irrégularités se sont produits contrairement à la loi électorale et prouver en outre l'impact substantiel que le non-respect a eu sur les résultats des élections. Par conséquent, un simple défaut ne suffirait pas à convaincre le tribunal d'annuler les résultats de l'élection à moins qu'il ne soit prouvé qu'il l'a fait de manière substantielle. Le public doit être éduqué et sensibilisé pour gérer les attentes concernant le résultat de la pétition électorale. Mais surtout, les citoyens ouest-africains doivent dialoguer sur les mesures visant à promouvoir des élections non violentes dans la région, car la violence électorale gagne en notoriété dans la région.

En outre, des appels sont lancés pour la diffusion en direct de l'audition de la pétition par le tribunal électoral, comme dans le cas de la pétition pour l'élection présidentielle au Ghana et au Kenya. Cela pourrait éviter la diffusion de fausses informations et de désinformations qui pourraient détériorer l'environnement polarisé existant à la suite du résultat des élections. La transmission en direct favoriserait la transparence et ouvrirait le processus d'adjudication pour instaurer la confiance entre les citoyens. Cela a fonctionné pour le Ghana dans les pétitions pour les élections présidentielles de 2012 et 2020 et les pays de la région doivent envisager de gérer l'anxiété du public autour des différends électoraux.

Une autre préoccupation importante est le rôle croissant des tribunaux dans la décision du résultat des élections au milieu des défis tels que la méfiance à laquelle est confronté le système judiciaire en Afrique. Les partis politiques ont tendance à fustiger et à attaquer les tribunaux et les juges si la décision ne leur est pas favorable, polarisant davantage l'environnement. Des appels sont lancés pour la révision du mécanisme institutionnalisé de résolution des plaintes relatives à l'élection présidentielle avant la déclaration par les OGE ou après la déclaration. Au Sénégal, la Cour constitutionnelle reçoit toutes les plaintes pour examen et résolution avant que les résultats des élections ne soient certifiés et validés. Cela pourrait être un processus moins acrimonieux que le processus judiciaire qui est principalement contradictoire.

➤ **Participation électorale et implications sur la légitimité de l'élection**

Les élections dans la quatrième République du Nigéria ont constamment enregistré un faible taux de participation. Alors que des augmentations substantielles du nombre d'électeurs inscrits ont été enregistrées à chaque cycle électoral depuis 2015, la participation électorale a constamment diminué au cours de la même période. En 2015, seuls 43 % des 68 millions d'électeurs inscrits se sont rendus aux urnes ; Sur les 82 millions d'électeurs inscrits en 2019, un taux de participation de 34 % a été enregistré ; tandis qu'en 2023, avec 94 millions d'électeurs inscrits, le taux de participation était de 29 %. Jusqu'en 2023, le taux de participation à l'élection présidentielle de 2019 au Nigeria était le deuxième plus bas de l'histoire des élections présidentielles dans les pays africains, juste derrière les 32,3 % enregistrés lors de l'élection présidentielle de 1996 au Zimbabwe. Avec les 29% enregistrés lors de la récente élection présidentielle de 2023, le Nigeria détient le record de la plus faible participation électorale jamais enregistrée dans une élection présidentielle africaine. De nombreux analystes ont exprimé l'opinion que la participation électorale laisse beaucoup de crise de légitimité au président élu. Plusieurs raisons, notamment des facteurs économiques et politiques, expliquent la faible participation électorale. Ces raisons sont également aggravées par le manque de confiance dans le processus

⁷135. (1) Une élection n'est pas susceptible d'être invalidée en raison du non-respect des dispositions de la présente loi s'il apparaît au tribunal électoral ou à la cour que l'élection s'est déroulée pour l'essentiel conformément aux principes de la présente loi et que la non-conformité n'a pas eu d'incidence substantielle sur le résultat de l'élection.

électoral et la croyance, en particulier chez les jeunes et les milléniaux, que les bulletins de vote ne compteront pas à cause de la manipulation. Le manque de confiance des jeunes dans le processus électoral et la CENI après les élections contraste fortement avec ce que nous avons observé avant les élections générales de 2023. Le BVAS et le déploiement de l'IReV ont également amélioré la confiance dans le processus électoral. L'INEC a également facilité la tâche avec l'introduction de la technologie permettant aux électeurs de localiser facilement leurs bureaux de vote.

Le résultat de l'élection ne semble pas refléter les attentes avant les élections. Sur les 87,2 millions des 93,4 millions d'électeurs inscrits pour les élections générales de 2023 qui ont récupéré leur PVC, le nombre total d'électeurs réels le jour du scrutin n'était que de 24,9 millions. A peine 9 millions de personnes ont voté pour le président élu Bola Tinubu qui gouvernera désormais 220 millions de Nigériens. Dans les 36 États, moins de la moitié de la population éligible s'est rendue aux urnes, et pas d'état une participation supérieure à 40 %. Dans les trois plus grands États en termes d'inscription sur les listes électorales, Lagos, Kano et Rivers, moins d'un tiers de la population éligible a voté. Le taux de participation de Rivers State a été alarmant de 15,6%, le plus bas du pays, malgré une participation électorale plus élevée lors des élections précédentes.

Encore une fois, pour les élections générales de 2023, certaines parties prenantes ont attribué la faible participation électorale en partie aux défis logistiques, à la suppression des électeurs et à d'autres facteurs socio-économiques tels que la refonte du Naira et la pénurie de carburant. La faible participation électorale nécessite une introspection et une réflexion approfondies, en particulier sur la façon dont les Nigériens perçoivent la citoyenneté et appelle à des mesures pour promouvoir les relations entre l'État et la société.

➤ **Garantir un processus électoral inclusif lors des élections de 2023**

WADEMOS a observé la participation active des femmes dans tous les aspects de l'élection. Le chapitre Kogi du Forum des jeunes femmes en politique est descendu dans la rue pour faire campagne et éduquer le grand public sur la nécessité de récupérer leurs PVC. Women In Politics Forum (WIPF), un groupe de soutien aux femmes politiques, a formé et déployé 100 observateurs électoraux dans 11 États pour les élections générales de 2023 au Nigeria. Yiaga Africa a enregistré que dans 99% des 1 507 bureaux de vote qu'ils ont surveillés à travers le pays, les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes handicapées (PH) avaient la priorité en matière de vote.

Cependant, comme dans de nombreux pays africains, cela ne s'est pas reflété dans les résultats de l'élection pour la représentation féminine. Bien que les partis politiques aient inscrit des quotas de femmes dans leurs constitutions, aucun n'y a prêté attention. Seules 3 candidates ont remporté leur siège sur les 92 candidates qui se sont présentées aux élections sénatoriales. Il s'agit d'une baisse considérable par rapport à 2019, où les femmes occupaient 8 des 109 sièges du Sénat Nigérian. Il y avait 24 candidates au poste de sous-gouverneur qui se sont rendues aux urnes dans 15 États, et seulement six ont été élues, ce qui représente une amélioration par rapport aux quatre (4) élues lors de la course au poste de gouverneur de 2019. Le Nigeria, selon le rapport 2022 de l'Union interparlementaire sur les femmes en politique, s'est classé 184e sur 192 pour la représentation des femmes au parlement national.⁸Certains des défis qui ont limité la participation des femmes à la politique au Nigeria sont l'achat de voix, le harcèlement en ligne et la violence physique.

➤ **Déploiement de Logistiques par INEC**

⁸ <https://www.premiumentimesng.com/gender/587049-iwd-2023-nigeria-falling-in-womens-political-participation.html>

Le corps électoral a eu un début louable avec la distribution des PVC et le déploiement du BVAS malgré le scepticisme initial et les défis. Malgré les gains réalisés avant l'élection présidentielle avec le déploiement du BVAS, l'enthousiasme et l'empressement avec lesquels les gens attendaient avec impatience l'élection de 2023 ont été atténués par les lacunes rencontrées lors de l'élection. L'ouverture tardive des bureaux de vote a entraîné le début tardif de l'accréditation et du vote, variable selon les zones géopolitiques. En outre, le dysfonctionnement du BVAS dans certaines unités de vote et l'incidence de la violence dans environ 2000 unités de vote selon les estimations du CDD Afrique de l'Ouest ont interrompu le processus d'accréditation.⁹

La salle de crise de la société civile du Nigéria a déclaré que des informations faisaient état de déploiement de matériel électoral dans les mauvais bureaux de vote dans certaines parties des États du Nord-Ouest et du Nord-Est. Yiaga Africa a reçu des informations faisant état de pénuries de matériels sensibles et non sensibles tels que les bulletins de vote, l'encre indélébile et les feuilles de résultats. Le rapport préliminaire de la CEDEAO sur l'élection a indiqué que de nombreux membres du personnel de l'INEC et du personnel ad hoc n'étaient pas bien familiarisés avec l'application de la BVAS. Yiaga Africa a observé que dans 9% des bureaux de vote qu'il a surveillés, le BVAS a mal fonctionné, mais a ensuite été réparé et dans 2% des bureaux de vote, il a mal fonctionné et a été remplacé. La salle de situation a déclaré que dans 14 % des bureaux de vote, il y avait des problèmes, notamment l'échec du démarrage de l'appareil, l'échec de l'authentification des électeurs, la décharge de la batterie, et un dysfonctionnement intermittent de l'alimentation. De toutes les lacunes de l'INEC, aucune n'a peut-être été aussi coûteuse que l'échec du déploiement rapide et efficace de l'IReV.

➤ **Sécurité électorale**

Le CDD-Afrique de l'Ouest a noté qu'alors qu'avant les élections, on s'attendait à ce que les activités des bandits, des extrémistes et des ravisseurs soient la principale source de violence pendant les élections, la plupart des incidents de violence enregistrés ont en fait été perpétrés par des voyous. 'Watch The Vote' de Yiaga Africa a observé que dans 5% des bureaux de vote, les électeurs ont été victimes d'intimidation, de harcèlement ou d'agression. La Situation Room a également signalé que des voyous détruisaient du matériel électoral et dispersaient des électeurs dans les États de Kogi et de Rivers. Les lecteurs de BVAS ont également été ciblés dans certaines parties des États d'Imo et d'Anambra. Sans lecteur, le vote n'a pas pu continuer et bien que des remplaçants aient été trouvés, cette tactique de suppression des électeurs pourrait se généraliser à l'avenir avec l'introduction du BVAS et de l'IReV.

Le CDD-Afrique de l'Ouest a également signalé des incidents de vandalisme et de destruction dans 1,2% des bureaux de vote où étaient stationnés leurs observateurs, ce qui se traduit par pas moins de 2 000 bureaux de vote. Bien que cela ne doive pas occulter le fait que les scrutins se sont généralement déroulés sans incidents violents, il convient de reconnaître que cela a tout de même eu un impact sur un nombre important d'électeurs cherchant à exercer leur droit démocratique. Cela a également accru le sentiment de peur et de panique parmi les électeurs.

La Fondation CLEEN observe que les canaux de communication pour signaler les incidents aux agences de sécurité lors des élections générales de 2023 n'ont pas été aussi efficaces que prévu. Les appels passés à la police n'ont pas été traités efficacement et aucune mesure n'a été prise à la suite des plaintes signalées alors que les appels étaient en cours. Les observateurs de la salle de veille ont signalé la présence d'un personnel de sécurité adéquat dans 84% des bureaux de vote surveillés. Ils ont fait état de tensions et d'incidents violents dans 11% des bureaux de vote visités, ajoutant que certains de ces incidents se sont produits en présence de

⁹ <https://www.cddwestafrica.org/reports/understanding-the-2023-nigerian-presidential-and-national-assembly-elections/>

membres du personnel de sécurité, qui semblaient incapables ou peu disposés à intervenir. Des accusations de collusion ont également été portées contre certains membres du personnel de sécurité. La loi électorale modifiée prévoit une peine de prison pouvant aller jusqu'à 3 ans pour toutes sortes de perturbations violentes et physiques du processus électoral. En outre, pour les élections de 2023, il a été suggéré qu'en raison de la rareté du naira en raison de la politique de refonte du naira, la capacité des partis politiques à acheter des votes a été considérablement réduite, ce qui a entraîné une augmentation des tentatives de recours à la violence pour saper votes dans les zones d'opposition.

Si la législation stricte contre les inconduites électorales telles que la violence et l'achat de votes ne s'applique pas aux contrevenants, l'éradication de ces menaces sera inefficace. Un bon exemple est l'Accord de paix, qui vise à assurer la paix, la stabilité et le bon déroulement des élections entre toutes les parties prenantes. Il ne sert à rien s'il est renouvelé par intermittence, pour être à nouveau brisé, sans que les coupables ne subissent les conséquences de leurs actes. Le pacte de paix antérieur, signé en septembre 2022, a été bafoué par tous les grands partis politiques. Quarante-quatre pour cent (44 %) des violations ont été perpétrées par des porte-parole des partis politiques et 26 % par des membres de partis. Dix-neuf pour cent (19 %) des violations ont été perpétrées par les candidats à la présidentielle eux-mêmes ; 11 % par des partisans purs et durs et 4 % par des présidents de partis.

➤ **Achat de votes**

L'incidence de l'achat de voix était encore une caractéristique importante des élections générales, malgré l'arrêt quasi total de l'économie nigérienne en raison de la pénurie de devises. Selon CDD Afrique de l'Ouest, même si le chancre semble s'être réduit par rapport aux récentes élections hors cycle, 11 % des observateurs ont signalé une forme d'achat de voix dans ou autour de leurs bureaux de vote.¹⁰ Les rapports sur l'incident étaient les plus élevés dans la zone géopolitique du nord-ouest, où 18% des observateurs en ont signalé un exemple. Il était le plus bas dans le Nord-Est, où seuls 5% des observateurs ont signalé l'incident. Le Groupe de suivi de la transition (TMG) a également observé que les élections générales de 2023 ainsi que les élections au poste de gouverneur ont été entachées d'achats de voix considérables.

Le CDD-Afrique de l'Ouest a noté que l'achat de voix est davantage utilisé par les partis politiques dans leurs fiefs, où ils veulent s'assurer que ceux qui sont enclins à voter pour eux sont encouragés à le faire. Pour l'essentiel, l'achat de voix semble être une pratique courante des deux principaux partis lors des deux dernières élections - le All Progressive Congress (APC) et le People's Democratic Party (PDP) - le Parti travailliste devenant un parti politique de renom à un moment où il y a pénurie de liquidités.

¹⁰ <https://www.cddwestafrica.org/reports/understanding-the-2023-nigerian-presidential-and-national-assembly-elections/>

6. CONCLUSION

L'élection nigériane a attiré l'attention et la couverture internationales. Cela était attendu compte tenu de la pertinence du Nigéria dans la politique sous-régionale. Nous reconnaissons le rôle essentiel joué par la société civile et les médias qui ont contribué à mobiliser les citoyens et à promouvoir l'inclusion et la participation tout au long du cycle électoral. Quelques-unes de ces initiatives étaient le projet CDD de vérification des faits en Afrique de l'Ouest et le Centre d'analyse des élections, la tabulation parallèle des électeurs (PVT) de Yiaga Africa, le tableau de bord d'évaluation des résultats des élections (ERAD) et l'indice de risque de manipulation des élections ; Les efforts de la salle de crise des femmes pour promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes, et les initiatives de paix et de sécurité électorales de la Fondation CLEEN, parmi de nombreuses autres interventions importantes. Dans la même veine, les médias ont suscité beaucoup d'enthousiasme et d'intérêt au Nigeria et dans la sous-région et ont réussi à promouvoir l'élection, ce qui a permis aux citoyens d'Afrique de l'Ouest de suivre et de s'engager facilement dans les développements au Nigeria au fur et à mesure de leur évolution. Ils ont soutenu la vérification des faits, promu l'éducation et l'inscription des électeurs et ont largement rendu compte des campagnes de tous les candidats, notamment en facilitant les réunions publiques en partenariat avec la société civile.

Le résultat de l'élection est une manifestation de la désapprobation populaire envers l'establishment politique au Nigeria. Les votes obtenus par le président élu, Bola Ahmed Tinubu, sont les plus bas jamais obtenus par un candidat à la présidence au Nigeria. Cela soulève des questions sur la légitimité du gouvernement car certains ont remis en question les élections comme manquant de la véritable identité et représentation des Nigériens. Des appels sont lancés pour la révision des lois électorales en ce qui concerne le seuil de déclaration des candidats à la présidence.

Les élections récentes menées en Afrique ont été témoins de toutes les formes de violations, d'abus des systèmes politiques, d'attaques contre l'opposition, d'allongement des mandats et de violence pour réprimer les électeurs. L'élection Nigériane de 2023 a produit des incidents similaires. L'élection a été entachée d'irrégularités qui ont sapé la crédibilité du scrutin, notamment l'ouverture tardive des bureaux de vote, l'absence d'ouverture des bureaux de vote dans certaines régions, la violence électorale et, plus important encore, l'absence de téléchargement des résultats sur le portail de visualisation des résultats de l'INEC, comme l'exige la loi, entre autres. Yiaga Africa, la salle de situation, le TMG, la CEDEAO, l'UA, le NDI-IRI et d'autres organisations internationales ont capturé ces incidents dans leur rapport électoral.

➤ **Recommandations**

WADEMOS partage les recommandations de nos partenaires et des observateurs internationaux qui ont participé à l'élection. Conformément aux suggestions et propositions déjà avancées par les membres du réseau WADEMOS au Nigeria et d'autres organisations réputées qui ont observé les élections générales nigérianes de 2023, nous formulons les recommandations suivantes :

CENI

- Alors que l'INEC doit être félicitée pour l'introduction d'une technologie de pointe pour les élections de 2023, la Commission doit lancer des enquêtes internes pour examiner les performances de l'IReV et soumettre ses conclusions au public. Les personnes reconnues complices doivent être sanctionnées conformément à la loi. Le processus d'examen des élections doit être inclusif et transparent et impliquer

des représentants des partis politiques et d'autres parties prenantes concernées. C'est essentiel pour que la CENI regagne la confiance de l'électorat.

- Que la CENI mène une enquête approfondie sur les raisons pour lesquelles certains bureaux de vote n'ont pas pu ouvrir à temps et les causes de l'arrivée tardive du matériel pour améliorer les futures élections. L'ouverture tardive des bureaux de vote et le déploiement tardif de la logistique sont toutes des formes de suppression des électeurs.
- Que la durée du vote soit revue afin de donner aux citoyens un délai raisonnable pour participer à l'élection compte tenu de la faible participation électorale et de l'arrivée tardive des fonctionnaires électoraux et de la logistique. Cela nécessite un bipartisme et la recherche d'un consensus.
- Que l'INEC aille au-delà du téléchargement des résultats des bureaux de vote sur l'IReV, pour inclure le téléchargement des résultats dans les centres de collecte au niveau du WARD, de la LGA et de l'État et fournir des délais concrets et spécifiques pour la transmission des résultats à tous les niveaux de collecte.
- Que l'INEC devrait enquêter sur le faible taux de participation électorale qui caractérise les élections au Nigeria, ce qui sape sa légitimité et travailler avec les parties prenantes pour relever les défis.
- Il devrait y avoir une promotion de l'éducation du public ciblant les agents des partis politiques, les médias et la société civile sur les procédures et les mécanismes de contestation et de résolution des plaintes lors de la collecte. L'INEC elle-même doit revoir et rationaliser le processus pour promouvoir la transparence dans le processus et pour que les citoyens et les partis politiques surveillent les résultats du processus de plainte.

Sécurité électorale et violence

- L'architecture sécuritaire pour la conduite des élections dans la sous-région suscite des inquiétudes croissantes. Les violences liées aux élections ont entaché l'intégrité et la qualité des élections organisées dans la région de la CEDEAO. Les intérêts pécuniaires des politiciens dans la perpétration de la violence électorale signifient qu'il pourrait incomber à la CEDEAO d'élaborer un cadre sur la promotion de la paix et de la sécurité électorales et la lutte contre la violence liée aux élections en tirant les leçons de la conduite des récentes élections dans la sous-région. Le cadre pourrait largement contribuer à soutenir le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance.
- Renforcer les mécanismes de respect de l'Accord de paix et sanctionner les auteurs de violences électorales.

Inclusion

- La représentation des femmes dans la gouvernance et la politique nécessite encore des efforts délibérés et conscients aux niveaux national et régional. L'élection nigériane offre peu ou pas d'espoir pour la représentation des femmes dans l'occupation des postes politiques. La loi sur l'action positive de la Sierra Leone est un bon exemple en matière de défense des lois positives dans la sous-région. La loi intitulée Loi de 2022 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE) vise à faire progresser les droits des femmes en Sierra Leone. Elle oblige les employeurs publics et privés à réserver 30 % des emplois aux femmes, y compris les postes de direction. Il stipule également que 30 % des candidats présentés par tout parti politique aux élections législatives et locales doivent être des femmes.

Partis politiques

- Les partis politiques doivent répondre à tous les griefs liés aux élections par le biais des cadres juridiques existants et éviter les actes de violence susceptibles d'aggraver les conflits existants et d'aggraver l'insécurité dans la région.

- Il devrait y avoir une discussion bipartite et multipartite sur la lutte contre l'achat de votes, la désinformation et la désinformation lors des élections, avec un accent particulier sur les élections de 2023 et les leçons à tirer pour les réformes.
- Les partis politiques doivent renforcer leur système interne de collecte des votes pour comparer la collecte de l'INEC afin d'améliorer la responsabilité et la transparence. Un IReV fonctionnel est essentiel pour soutenir les parties à cet égard.

Gouvernement

- Le gouvernement doit examiner l'impact des principales initiatives politiques telles que le programme de refonte du naira et de recirculation de la monnaie déployé au cours d'une année électorale.

Judiciaire

- Examiner le rôle croissant des tribunaux dans la résolution des litiges électoraux dans la sous-région, qui sont pour la plupart contradictoires.
- Respecter les délais prévus dans la loi électorale pour régler les différends électoraux.

Références

1. Déclaration de la salle de crise de la société civile nigériane sur l'état de préparation de la tenue des élections générales au Nigeria les 25 Février et 11 Mars 2023 (2023)<https://situationroomng.org/statement-by-the-nigeria-civil-society-situation-room-on-the-state-of-preparedness-for-nigerias-general-election-holding-on-25th-february- et-11-mars-2023/>
2. Troisième déclaration intérimaire de la salle de crise de la société civile nigériane sur les élections présidentielles et à l'Assemblée nationale (2023)<https://situationroomng.org/third-interim-statement-by-the-nigeria-civil-society-situation-room-on-the-presidential-and-national-assembly-elections/>
3. Deuxième déclaration intérimaire de la salle de crise de la société civile nigériane sur les élections présidentielles et à l'Assemblée nationale (2023)<https://situationroomng.org/second-interim-statement-by-the-nigeria-civil-society-situation-room-on-the-presidential-and-national-assembly-elections/>
4. Déclaration provisoire sur le début des élections générales de 2023 (2023)<https://situationroomng.org/interim-statement-on-the-start-of-the-2023-general-election/>
5. Déclaration préliminaire sur l'environnement préélectoral avant les élections générales de 2023 (2023)<https://situationroomng.org/preliminary-statement-on-the-pre-election-environment-ahead-of-the-2023-general-election/>
6. Déclaration préliminaire sur les élections des gouverneurs et des chambres d'État (2023)<https://situationroomng.org/preliminary-statement-on-the-governorship-and-state-houses-of-assembly-elections/>
7. Déclaration provisoire sur le début de l'élection des gouverneurs et des chambres d'assemblée de l'État (2023)<https://situationroomng.org/interim-statement-on-the-commencement-of-governorship-state-houses-of-assembly-election/>
8. Deuxième déclaration intérimaire sur l'élection des gouverneurs et des chambres d'assemblée tenue le samedi 18 Mars 2023 (2023)<https://situationroomng.org/second-interim-statement-on-the-governorship-state-houses-of-assembly-election-held-on-saturday-18th-march-2023/>
9. Déclaration de la salle de situation sur la reconfiguration de la BVAS (2023)<https://situationroomng.org/situation-rooms-statement-on-the-reconfiguration-of-the-bvas/>
10. Déclaration à la presse post-électorale de Yiaga Africa sur les élections présidentielles de 2023 : les élections présidentielles de 2023 sont une fois de plus une occasion manquée : l'INEC doit être fondamentalement réformée (2023)<https://yiaga.org/sites/default/files/portfolio/Yiaga%20Africa%20Post%20Election%20Statement%20on%202023%20Presidential%20Election.pdf>
11. Communiqué de presse pré-électoral de Yiaga Africa sur l'élection présidentielle de 2023 (2023)<https://yiaga.org/pre-election-press-statement-2023-presidential-election-1>
12. Déclaration de situation de mi-journée de Yiaga Africa sur l'élection présidentielle de 2023 (2023)<https://yiaga.org/mid-day-situational-statement-2023-presidential-election>
13. Yiaga Africa Watching The Vote PVT 2023 Presidential Election Press Statement (2023)<https://yiaga.org/yiaga-africa-watching-vote-pvt-2023-presidential-election-preliminary-press-statement>
14. Dans les tribunaux et contester les résultats des élections - – Samson Itodo (2023)<https://yiaga.org/inside-courts-and-challenging-election-outcomes-samson-itodo>
15. Déclaration préélectorale de Yiaga Africa sur l'élection des gouverneurs et des assemblées d'État de 2023 (2023)<https://yiaga.org/pre-election-press-statement-2023-governorship-and-state-assemblies-election>
16. Déclaration préliminaire de Yiaga Africa sur l'élection des gouverneurs de mars 2023 (2023)<https://yiaga.org/preliminary-statement-march-2023-governorship-election>
17. Analyse de la situation de la Fondation CLEEN sur la gestion de la sécurité électorale et les élections des gouverneurs et de l'Assemblée d'État de 2023 (2023)<https://cleen.org/2023/03/18/interim-statement-on-the-march-18-2023-governorship-and-state-assembly-elections-by-cleen-foundation-election-security-support-centre/>

18. Fondation CLEEN. Gestion de la sécurité électorale et élections générales de 2023 : UNE ANALYSE SWOT (2023)<https://cleen.org/2023/03/07/election-security-management-and-the-2023-general-elections-a-swot-analysis/>
19. Le rapport d'observation des élections du TMG indique qu'après N355b, "l'INEC n'a pas livré" (2023)https://247ureports.com/2023/03/just-in-tmg-election-observation-report-says-after-n355b-inec-failed-to-deliver/?fbclid=IwAR0IkquDT80_O41OC7tbQ1LHJsABYXNnRuNWpB7Bof5M6FdU33LE8kGPXw
20. TMG porte le coup le plus meurtrier à l'INEC et sécurise la conduite du sondage du 25 Février 2023 (2023)<http://intervention.ng/27974/?fbclid=IwAR25gSwefcbDXrDcvJUpSKQ147Q7pRf20haqnMVxvMMso3xAQ2170kszgVg>

Photos





RAPPORT WADEMOS

sur les Élections de 2023 au Nigéria



@WADEMOS



@WADEMOSNetwork



www.wademosnetwork.org